

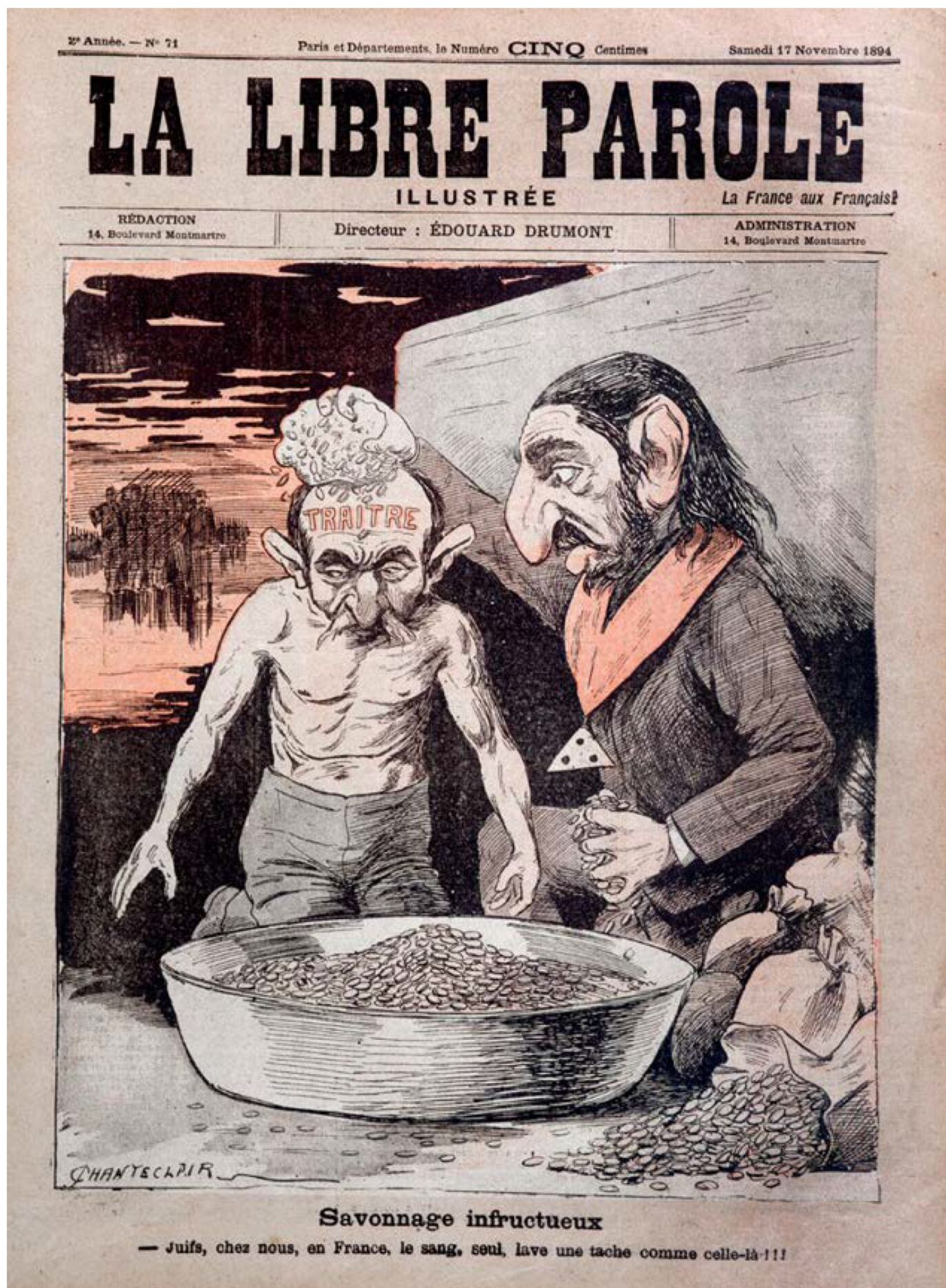
L'affaire Dreyfus, révélateur

Bourgeois et Juif

— donc « capitaliste » et « apatride » —, le capitaine d'artillerie suspecté de trahison concentre toutes les critiques de la presse d'extrême droite, chauffée à blanc, sur fond de poussée nationaliste, par le redoutable talent de polémiste d'Édouard Drumont.

PAR JEAN GARRIGUES

Justice pour «l'âme de la Patrie outragée, furieuse, vengeresse, mais fière malgré tout que le Félon ne soit pas un vrai Français». Justice pour «l'immonde Dreyfus», ce «Juif au front bas, à l'œil louche», qui, par sa trahison, «s'était retranché lui-même non seulement de la Patrie mais de l'Humanité». Tel est l'éditorial d'André de Boisandré dans *La Libre Parole*, le quotidien dirigé par Édouard Drumont, au lendemain de l'humiliante cérémonie du 5 janvier 1895, qui a vu le capitaine Dreyfus, condamné le 22 décembre 1894 par le conseil de guerre, dégradé devant les troupes dans la cour Morland de l'École militaire. Il rejoint ici les motivations du commandant du Paty de Clam, qui a mené l'enquête à charge ayant abouti à la condamnation de Dreyfus pour «intelligence avec une puissance étrangère», et celles du commandant Henry, chef du contre-espionnage français, qui n'a pas hésité à fabriquer des faux pour le faire accuser. Ils sont des incarnations presque caricaturales d'un antisémitisme d'atmosphère qui imprègne à l'époque toute la société française, avec mille nuances de gris.



Maux et mots Après le succès de son pamphlet *La France Juive* (1886), Drumont lance un quotidien en 1892, *La Libre Parole*, qui enflamme l'opinion en dénonçant pêle-mêle Juifs, francs-maçons et « anti-France ». Une de *La Libre Parole* du 17 novembre 1894.

Le choc de *La France juive*

Cette montée en puissance de la haine des Juifs n'a pas commencé par la condamnation de Dreyfus. Le souffle de cette tempête antisémite s'est levé en 1886 avec la parution du pamphlet de Drumont, *La France juive*, qui a ren-

contré un succès aussi inattendu que fulgurant. La performance de ce brûlot marquait la cristallisation d'une haine qui couvait à feu doux dans une société française en crise, à la recherche de boucs émissaires. Au vieil antisémitisme chrétien, hérité du Moyen Âge,

ice de toutes les haines



GROB/KHARBINE/ LA COLLECTION

Chahut Les étudiants qui manifestent contre Dreyfus en 1898, surtout issus des facultés de droit ou de médecine, le font plus au nom de l'ordre établi, du respect de l'armée et de l'Église, que d'un antisémitisme militant. Illustr. tirée du Pèlerin (1898).

et qui faisait des Juifs le peuple déicide, s'était ajouté au cours du XIX^e siècle un antisémitisme social plus virulent encore, qui prenait notamment pour cible les banquiers juifs, accusés d'avoir accaparé tous les pouvoirs et de voler l'argent des couches populaires. C'est

un propos que l'on trouvait déjà dans l'ouvrage *Les Juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*, publié en 1844 par le socialiste Toussenel (*lire p. 47*), et dont Drumont a fait le fil directeur de son livre. Fort du succès de ses idées, Drumont a lancé en avril 1892

le quotidien *La Libre Parole*, sous-titré «La France aux Français», et voué à l'exécration des Juifs, responsables de «l'anarchie universelle au milieu de laquelle nous nous débattons». Le scandale de corruption lié à la compagnie du Panama, dévoilé dans ses colonnes à l'automne 1892, lui fournit l'occasion rêvée de confirmer ses thèses à l'encontre des corrupteurs juifs de la Compagnie, Jacques de Reinach et Cornelius Herz. Et c'est encore *La Libre Parole* qui avance, le 1^{er} novembre 1894, la culpabilité du capitaine Dreyfus, après seulement deux semaines d'enquête, et bien avant son procès. «Haute trahison. Arrestation de l'officier juif A. Dreyfus», titre le quotidien antisémite, soulignant qu'à ses yeux «ce n'est pas un Français qui a commis un tel crime». Un capitaine juif traître à sa patrie, qui plus est un bourgeois symbole de richesse mal acquise, et Alsacien de surcroît, donc apatride : Alfred Dreyfus est la cible idéale pour réactiver l'antisémitisme d'atmosphère dont Drumont est le grand pourvoyeur.

Des motivations complexes

Mais lorsqu'éclate véritablement «l'Affaire» à la suite du «J'Accuse» d'Émile Zola, le 13 janvier 1898, peut-on dire que c'est l'antisémitisme qui coupe la France en deux ? On pourrait le penser en se référant aux milliers d'articles publiés jusqu'à la grâce de Dreyfus, en août 1899, par *La Libre Parole* et les autres journaux antidreyfusards, notamment *L'Intransigeant*, de l'ancien communard Henri Rochefort, qui avait dénoncé dès novembre 1897 «le syndicat juif», ou le quotidien catholique *La Croix*, autoproclamé le «journal le plus antijuif de France», et qui écrit le 21 juillet 1898 : «Les Juifs, après nous avoir ruinés, divisés, déshonorés, sont en train de chambarder la France, pour le plus grand profit de la youtrerie universelle... Unissons-nous pour chambarder l'omnipotence juive. Et, en attendant de bouter hors •••

... de France les Juifs, ces parasites cancéreux, détruisons par tous les moyens leur influence politique, commerciale et financière». Avec un tirage qui dépasse à l'époque 150 000 exemplaires, *La Croix* exerce une influence majeure sur les catholiques, c'est-à-dire la majorité des Français. De même pour l'hebdomadaire *Le Pèlerin*, aux mains de la congrégation des Assomptionnistes, réputé pour ses caricatures de première page qui fustigent les Juifs et les francs-maçons. En outre, la dénonciation de l'Église par les partisans de Dreyfus ayant tôt fait d'assimiler leur combat à l'anticléricalisme, les catholiques antidreyfusards sont confortés dans ce que l'on pourrait appeler leur antisémitisme historique.

Beaucoup moins influentes sont les bandes antisémites qui tiennent le haut du pavé au moment de l'«Affaire», et dont l'agitation permanente a eu tendance à focaliser l'attention des historiens. On constate, en effet, que la Ligue antisémitique, fondée en 1889 par Édouard Drumont et relancée en 1897 par son disciple Jules Guérin, un aventurier sans aucune consistance idéologique, qui y adjoint les bouchers de La Villette, réputés pour leur goût de la bagarre, ne représente qu'environ 1500 adhérents, essentiellement parisiens, alors qu'elle en revendique 40 000. Son journal *L'Antijuif* ne se vend pas. Ses troupes de choc se réduisent à quelques dizaines de matamores, qui évitent soigneusement de se frotter à la police. Les étudiants qui manifestent contre Dreyfus tout au long de l'année 1898, surtout issus des facultés de droit ou de médecine, le font beaucoup plus au nom de l'ordre établi, du respect de l'armée et de l'Église, que d'un antisémitisme militant. Ceux qui crient «Mort aux Juifs!» à la condamnation d'Émile Zola sont quelques excités qui ne représentent pas la masse des antidreyfusards.

Pour mieux comprendre l'antisémitisme sous l'affaire Dreyfus, il faut analyser la liste des quelque 25 000 personnes ayant répondu à la souscription lancée par *La Libre Parole*, le 14 décembre 1898. Il s'agissait de financer un monument à la mémoire du commandant Henry, qui s'était sui-

cidé le 31 août 1898 après avoir avoué ses malversations pour faire accuser Dreyfus. Ce document indique notamment une nette surreprésentation des citadins par rapport aux ruraux, sans doute moins impliqués dans l'antisémitisme. Il semble plus virulent dans les provinces de l'Est et du Sud-Est, où la forte présence juive suscitait historiquement des mécanismes de rejet, ainsi que dans les zones rurales du sud du Bassin parisien où l'antisémitisme est plutôt lié au conservatisme social, comme d'ailleurs dans la plupart des départements. Rares sont les souscripteurs issus du monde paysan, comme de celui des employés. En revanche,

“Le quotidien *La Croix* n'hésite pas à se proclamer “le plus antijuif de France””

nombreux sont les ouvriers, les artisans, les étudiants et surtout les militaires qui forment le groupe le plus important, soit 4500 souscripteurs. Mais cette surreprésentation, notamment des officiers, s'explique avant tout par le réflexe de défense de l'Armée.

Une nouvelle droite antisémite

«Vive l'Église, la France, l'Armée!», écrit l'un des souscripteurs du monument Henry. C'est le parfait résumé de l'univers mental des antisémites sous l'affaire Dreyfus. Autour de la défense de l'ordre traditionnel se cristallisent les traditions de l'antisémitisme chrétien et de l'antisémitisme social dans une nébuleuse socioculturelle très hétéroclite, d'où ressort finalement la volonté de conserver l'état des choses menacé par le Juif, vu comme un corps étranger et finalement révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle l'antisémitisme, que les penseurs socialistes avaient nourri de leur anticapitalisme, bascule à cette époque vers la droite,

et même vers l'extrême droite. Atypique est l'ancien communard Henri Rochefort, devenu antisémite lorsqu'il a lié son sort en 1888 à celui du général Boulanger (qui ne l'était pas), et pour qui la haine du Juif est un prolongement naturel du socialisme. C'est avec virulence qu'il combat dans son journal *L'Intransigeant* le «syndicat juif» coalisé derrière Dreyfus, avant de partir en Algérie aux côtés de Drumont en février 1899, afin d'y étudier le «problème juif». En octobre 1902, il complètera encore pour organiser une contre-manifestation nationaliste au moment des obsèques de Zola.

Il est d'ailleurs associé dans ce complot avorté à un autre compagnon de route du général Boulanger, l'écrivain Maurice Barrès, venu par de toutes autres voies à l'antisémitisme. Certes, il dénonce lui aussi les Juifs financiers et corrupteurs qu'il a observés et décrits dans *Leurs Figures*, son roman de 1902 sur le scandale de Panama. Mais la motivation essentielle de son antisémitisme est la défense d'une mystique de l'identité nationale, associée à la terre, et qui fait du Juif un corps étranger à la nation, une espèce différente, une «race» à part.

En cela, il rejoint l'autre grand nom de l'extrême droite issue de «l'Affaire», Charles Maurras. Comme il l'écrit à Barrès, le 2 décembre 1897, il combat le «parti de Dreyfus» car il est constitué «d'anarchistes cosmopolites, de socialistes antipatriotes, de Juifs, de protestants du Danemark et de Suisse». C'est donc une menace pour l'unité de la nation, qui est le fondement de sa future doctrine: le nationalisme intégral. C'est à partir de cette idée qu'il va orienter l'Action française, fondée en juin 1899 avec Henri Vaugeois et Maurice Pujo, vers la restauration monarchique, seule capable de reconstruire la nation menacée par les Juifs, les protestants, les francs-maçons et les métèques. Et c'est ainsi que la droite nationaliste française, qu'elle soit socialiste avec Rochefort, mystique avec Barrès ou monarchiste avec Maurras, s'est approprié l'antisémitisme de l'affaire Dreyfus. ■